

"Le Royaume-Uni tient à sa «ristourne»" dans Libération (17 juin 2005)

Légende: Suite au Conseil européen tenu à Bruxelles les 16 et 17 juin 2005, le quotidien français Libération revient sur les raisons qui ont permis d'accorder au Royaume-Uni une réduction de sa contribution.

Source: Libération. 17.06.2005. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"le_royaume_uni_tient_a_sa_ristourne"_dans_liberation_17_juin_2005-fr-3650ba53-3684-48da-bf02-f8840010e20b.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Le Royaume Uni tient à sa «ristourne»

Pour arracher ce rabais en 1984, Thatcher avait argué d'une spécificité britannique moins évidente aujourd'hui.

Par Armelle THORAVAL

Londres de notre correspondante

«Assortiment de foie gras d'oie ; homard breton rôti, beurre cancalais...» Il y a plusieurs raisons pour lesquelles Margaret Thatcher a gardé un souvenir ébloui du Conseil européen du 25 juin 1984, à Fontainebleau. Le caractère exceptionnel du dîner qui fut servi à Barbizon, dont elle conserva le menu et qu'elle cite dans ses mémoires de Downing Street. Et sa victoire : elle arrachait enfin une réduction de la contribution britannique au budget européen, après d'ultimes entretiens en tête à tête avec François Mitterrand et le chancelier allemand Helmut Kohl. Vingt et un ans plus tard, la guerre a repris dans les mêmes termes.

Argument. A peine au pouvoir, dès juin 1979, le Premier ministre britannique espère à Strasbourg obtenir un rabais significatif. «*Nous importons traditionnellement beaucoup plus des pays non membres de la CEE que les autres pays de la Communauté, particulièrement des produits alimentaires*», écrit elle, et c'est l'argument qu'elle fera valoir auprès de Valéry Giscard d'Estaing. «*We want our money back*» : sa revendication restera légendaire. Davantage d'importations hors CEE, cela veut dire davantage de droits de douane à payer, via le tarif douanier commun l'une des «ressources propres» de la Communauté. Londres fait aussi valoir le poids mineur de son agriculture, quand plus de 70 % du budget européen est absorbé par le soutien au monde paysan, notamment français.

On contribue beaucoup plus ; on reçoit beaucoup moins : dès 1975, les travaillistes avaient déjà argumenté ainsi. Pour obtenir gain de cause, Thatcher affina sa rhétorique, en se bagarrant sur le produit de la TVA, autre assiette de ressources communautaires. Surtout, la richesse par habitant des Britanniques est alors bien moindre que celle de la France ou de l'Allemagne, argumente t elle en 1983. Et il faut en tenir compte. Un an plus tard, ce qui est obtenu tient compte de tous ses arguments. Un rabais de 66 % lui est accordé sur la contribution nette britannique. Taillé sur mesure pour le Royaume Uni, le principe validé en 1984 a une portée générale : «*Tout Etat membre supportant une charge budgétaire excessive au regard de sa prospérité relative est susceptible de bénéficier, le moment venu, d'une correction.*»

Honnie. Depuis, Londres reçoit chaque année son «chèque» de réduction de sa contribution : 5,1 milliards d'euros en 2003, 7,3 milliards en 2001, pour les années les plus élevées. Toutes griffes dehors, le Foreign Office a fait campagne sur ces chiffres à la veille du sommet : «*Entre 1995 et 2003, le Royaume Uni a été le deuxième contributeur net après l'Allemagne (35 milliards d'euros), soit deux fois et demi les contributions de la France et de l'Italie.*» Mais en se gardant de citer les chiffres en pourcentage du revenu national brut (RNB) de chaque pays, qui permet d'apprécier de façon plus équitable l'effort de chacun. Londres se focalise encore sur la politique agricole commune, honnie, et sur l'absurdité qui consiste à dépenser autant d'argent pour un secteur qui représente peu d'emplois, quand il faudrait investir sur les nouvelles technologies et la recherche.

Mais les termes du débat ont changé. Les Britanniques sont, en terme de prospérité, en tête des poids lourds de l'Union. Le financement de la PAC ne représente plus qu'environ 40 % du budget. La logique du système de financement a été aménagée, pour tenir compte davantage de la situation économique de chaque Etat. Il faut surtout financer l'élargissement aux dix nouveaux, si applaudi par Londres. La Commission européenne avait calculé, l'an dernier, que le chèque britannique avec le mécanisme actuel augmenterait de 50 % de 2007 à 2013, faisant ainsi échapper les Britanniques au poids nouveau des dépenses pour la Pologne, la Hongrie ou la Lituanie.

Centrant toutes ses attaques sur la politique agricole commune et la France, Tony Blair se focalise, habituelle ruse, sur la question du «*juste retour*» : «*Le Royaume Uni est le pays qui a reçu le moins d'argent*

par habitant entre 1995 et 2003», argumentent ses diplomates. Il escamote ainsi la question de la solidarité.